
Convention collective nationale

IDCC : **3105 | RÉGIES DE QUARTIER (2 AVRIL 2012)**

Avenant du 25 octobre 2019
relatif à l'intégration du CSE dans la convention collective

NOR : ASET2050132M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

SERQ,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FNAS FO ;

FNPOS CGT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les ordonnances du 22 septembre 2017, ratifiées par la loi du 29 mars 2018, ont procédé à la suppression des anciennes institutions représentatives du personnel (IRP).

Le comité social et économique vient remplacer l'ensemble des anciennes représentations du personnel dans les structures astreintes à l'obligation de le mettre en place en fonction de l'effectif.

Les partenaires sociaux ont décidé de réviser la convention collective des régies afin de la mettre en conformité avec les textes légaux sur ce sujet.

Article 1^{er} | Champ d'application

Il s'applique à l'ensemble des régies adhérentes au SERQ, des groupements ou associations œuvrant dans les mêmes finalités.

Article 2 | Les dispositions supprimées

Le présent avenant procède à la suppression des articles suivants :

- articles 2.1 et 2.2 ne sont pas modifiés ;
- article 2.3 concernant les délégués du personnel ;
- article 2.4 concernant le comité d'entreprise ;
- article 2.5 concernant le comité d'hygiène, santé et sécurité (CHSCT).

Article 3 | *Les nouvelles dispositions*

Les nouvelles dispositions relatives au comité Social et Economique (CSE) sont intégrées dans le titre II à l'article 2 de la convention collective des régies de quartier.

Article 4 | *Mise en place du CSE*

Le présent avenant rappelle l'obligation légale de mettre en place un (CSE) conformément aux dispositions légales.

S'agissant du calcul des effectifs, les partenaires sociaux retiennent la règle suivante :

■ Calcul de l'effectif

Pour calculer le nombre de salariés à partir duquel les élections des délégués du personnel au CSE doivent être organisées et le nombre de délégués devant être élus dans les « régies », les salariés sont pris en compte dans les conditions suivantes :

1° Les salariés titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée à temps plein et les travailleurs à domicile sont pris intégralement en compte dans l'effectif de la structure. Sont considérés comme salariés à temps plein ceux qui ont un contrat supérieur ou égal à 130 heures mensuelles.

2° Les salariés titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée, les salariés titulaires d'un contrat de travail intermittent, les salariés mis à la disposition de la structure par une structure extérieure qui sont présents dans les locaux de la structure utilisatrice et y travaillent depuis au moins 1 an, ainsi que les salariés temporaires sont pris en compte dans l'effectif de la structure à proportion de leur temps de présence au cours des 12 mois précédents.

Toutefois, les salariés titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée et les salariés mis à disposition par une structure extérieure, y compris les salariés temporaires, sont exclus du décompte des effectifs lorsqu'ils remplacent un salarié absent ou dont le contrat de travail est suspendu, notamment du fait d'un congé maternité, d'un congé d'adoption ou d'un congé parental d'éducation.

3° Les salariés à temps partiel dont la durée du travail est inférieure à 130 heures par mois, quelle que ce soit la nature de leur contrat de travail, sont pris en compte dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

4° Les salariés en contrat unique d'insertion-contrat initiative emploi (CUI-CAE) doivent être pris en compte au prorata du temps travaillé.

■ La durée des mandats

Afin de tenir compte des spécificités des régies, la durée des mandats peut être réduite à 2 ans.

Article 5 | *Fonctionnement*

5.1 Les réunions

Dans les régies de moins de 50 ETP, les réunions se déroulent une fois par mois.

Dans les régies de plus de 50 ETP, la branche recommande de tenir neuf réunions par an.

5.2 La présence des suppléants

L'employeur devra convoquer et accepter la présence des suppléants au même titre que les titulaires sur toutes les consultations obligatoires annuelles du CSE, dans la limite de trois réunions par an.

5.3 Les documents

Les documents transmis aux titulaires devront l'être également aux élus suppléants du CSE.

5.4 Le registre des élus du CSE

Le registre des élus du CSE devra être maintenu, en respectant les délais, la mise à disposition des salariés.

5.5 L'ordre du jour

L'ordre du jour devra se dérouler jusqu'à épuisement de l'ensemble des points inscrits.

5.6 Sur les heures de délégation des élus titulaires (en fonction des ETP de la régie)

- 11 à 24 : 10 heures par mois par élu titulaire ;
- 25 à 49 : 15 heures par mois par élu titulaire ;
- 50 à 74 : 18 heures par mois par élu titulaire ;
- 75 à 99 : 19 heures par mois par élu titulaire ;
- 100 à 199 : 21 heures par mois par élu titulaire ;
- 200 à 499 : 22 heures par mois par élu titulaire.

Article 6 | *Révision et dénonciation*

La dénonciation ou la révision des présentes dispositions s'effectuera en application des dispositions conventionnelles.

Article 7 | *Formalité. Publicité*

Cet avenant fera l'objet des formalités de dépôt prévues aux articles L. 2231-6 et suivants du code du travail.

Article 8 | *Date d'application*

Le présent avenant prendra effet à compter du 4 novembre 2019.

Fait à Paris, le 25 octobre 2019.

(Suivent les signatures.)